

CONTRE LA VIOLATION DU DROIT À LA RÉSISTANCE DU PEUPLE DE L'ÉQUATEUR!

Les organes de coordination du Mouvement Populaire pour la santé d'Amérique latine (MSPLA) et de la sous-région andine expriment leur préoccupation et leur rejet de l'action répressive du gouvernement néolibéral de l'Équateur. Ce gouvernement, confronté à la déclaration de grève générale et à la mobilisation de la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) avec le soutien d'autres collectifs sociaux, a attaqué brutalement des marches et des sit-in pacifiques, a emprisonné illégalement des dirigeant·e·s et des manifestant·e·s, et a utilisé la force sans discernement contre ceux et celles qui protestent. Des dizaines de personnes ont ainsi été blessées, dont certaines gravement. En outre, le gouvernement a décrété l'état d'urgence, qui supprime les garanties constitutionnelles du peuple, ouvrant la voie à une répression encore plus grande.

Le rejet de la population par le gouvernement est le résultat d'une situation insupportable pour les secteurs les plus pauvres du pays : des systèmes de santé publique et d'éducation en ruine ; le chômage et l'emploi précaire qui touchent 70% de la population active ; la pauvreté et l'extrême pauvreté qui touchent 40% de la population ; la malnutrition infantile chronique qui touche 33% des enfants ; le coût élevé du carburant, de la nourriture et des autres produits de consommation de masse ; l'insécurité (meurtres, assassinats, vols, criminalité générale et organisée) sans réponse ni contrôle de l'État ; une politique débridée de privatisation, d'extractivisme et de destruction effrénée de la nature.

Il est clair que la crise socio-économique et politique du pays n'est pas le résultat de la grève et des mobilisations nationales ; ce ne sont pas les causes, ce sont les effets générés par une structure sociale inéquitable, et par les mesures politiques et économiques qui ont été imposées en Equateur et dans toute la région par les pouvoirs de facto des sociétés transnationales, dont les agences d'exécution sont, entre autres, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.



Des gouvernements comme celui de l'Équateur appliquent ces politiques définies par le grand capital mondial parce que, en raison de leurs liens avec le pouvoir financier transnational, ils en font bénéficier les élites économiques, et tentent donc de les mettre en œuvre dans le sang et le feu face à la résistance populaire.

L'avenir, la santé et la vie des habitant·es de l'Équateur sont en jeu. C'est pourquoi nous condamnons l'arrogance et le mépris des revendications populaires du président néolibéral Guillermo Lasso et de son gouvernement. Nous demandons instamment à l'Assemblée législative nationale et à la Cour constitutionnelle de notre pays frère d'abroger immédiatement, en utilisant leurs pouvoirs légaux et constitutionnels, l'absurde décret sur l'état d'exception du président répressif et de droite, Guillermo Lasso. Il serait préférable d'exiger du président Lasso qu'il réponde de manière sérieuse, responsable et opportune aux organisations sociales.

Enfin, nous exprimons notre totale solidarité avec la lutte menée en Équateur par nos frères et sœurs indigènes, les travailleur·euse·s, les paysan·ne·s, les enseignant·e·s, les étudiant·e·s, les professionnel·le·s de la santé et d'autres collectifs qui se sont unis dans cette lutte pour mettre fin aux politiques anti-nationales et anti-populaires du gouvernement.

Le 18 juin 2022.

Coordination du MSPLA - Comité de coordination sous-régional andin.